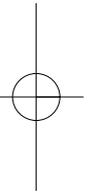


té

**Émergence  
d'un nouvel  
esprit  
pragmatique  
dans les  
mouvements  
sociaux actuels**

ité

ati que

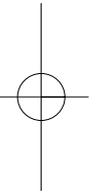




# Une tendance générale

Notre réflexion sur la problématique radicalité et pragmatisme dans le renouveau contestataire s'appuie sur une enquête ethnographique que nous avons menée dans deux organisations, le syndicat SUD-Culture Solidaires et l'organisation communiste libertaire Alternative Libertaire. Cette enquête nous a amenée à distinguer quatre grammaires<sup>141</sup> principales à l'œuvre dans le renouveau contestataire actuel. La première est une grammaire républicaine ou « sociale-démocrate réformiste », qui caractériserait principalement les organisations dites « antilibérales ». La seconde est la grammaire « marxiste-léniniste », qui marquerait les organisations inspirées par le « léninisme ». La troisième est la grammaire « syndicaliste d'action directe » qui se caractériserait par son pragmatisme et que nous avons plus spécifiquement élaborée à partir des deux organisations que nous avons étudiées. La dernière est la grammaire « nietzschéenne », travaillée sur le plan philosophique par Friedrich Nietzsche (1844-1900), et qui caractériserait, selon un certain nombre de variations, des collectifs militants qui vont de la mouvance dite « autonome » à divers milieux alternatifs.

On peut faire l'hypothèse, d'une manière générale, que de la fin de la Première Guerre mondiale jusqu'à la fin des années 1970, un paradigme contestataire a tendu à dominer : il s'agissait de la grammaire « marxiste-léniniste ». Cette grammaire prend ses racines dans les œuvres de Marx et de Lénine telles qu'elles ont été filtrées et codifiées à travers les pratiques de toute une série d'organisations. La théorie « marxiste-léniniste », sous le double plan de la philosophie avec le « matérialisme dialectique » et de

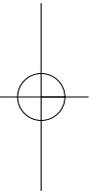


« la science de l'histoire » avec le « matérialisme historique », occupe une place prépondérante.

Néanmoins, avec la critique de plus en plus grande portée contre le socialisme dit « réel » des régimes autoritaires de l'Est de l'Europe, qui s'achève avec la chute du Mur de Berlin en 1989, comme avec l'émergence d'un « nouvel esprit du capitalisme »<sup>142</sup>, la grammaire marxiste-léniniste connaît une importante crise. Celle-ci est à la fois une crise militante et intellectuelle. D'un point de vue militant, le sociologue Jacques Ion résume bien la situation en se demandant s'il s'agit de la fin des militants.<sup>143</sup> D'un point de vue intellectuel, le matérialisme dialectique et le matérialisme historique ont perdu la puissance de séduction intellectuelle dont ils étaient auréolés dans l'université française d'après-guerre.

De la fin des années 1970 au début des années 1990, il nous semble qu'avec la montée d'un néocapitalisme qui valorise la mobilité et les réseaux et avec le développement d'une culture dite « postmoderne » qui tend à émietter le sens dans un brouillage relativiste (où « tout se vaut »), c'est au contraire une grammaire « nietzschéenne » qui s'affirme. Celle-ci correspondrait alors à une période de désengagement militant et de repli sur le souci de soi. C'est aussi à cette époque qu'émerge un renouveau d'intérêt intellectuel pour le pragmatisme philosophique.

Ce regain d'attrait pour le pragmatisme est marqué tout d'abord par la publication aux États-Unis de *L'Homme spéculaire*<sup>144</sup> de Richard Rorty en 1979 et de *Raison, vérité et Histoire*<sup>145</sup> d'Hilary Putnam en 1981. Ces deux ouvrages initient deux orientations distinctes dans le néopragmatisme philosophique américain. Si Rorty est le tenant d'un pragmatisme d'inspiration nietzschéenne de facture « postmoderne », Putnam apparaît comme le représentant d'un pragmatisme rationaliste qui s'inscrit dans l'héritage des Lumières.

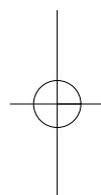


À partir du milieu des années 1990, on assiste aussi à un renouveau des mouvements contestataires<sup>146</sup>. Ce renouveau se caractérise par l'émergence d'un nouvel esprit de la contestation qui peut s'interpréter comme le tâtonnement d'une réponse militante face à l'apparition d'un nouvel esprit du capitalisme et la crise de l'ancienne grammaire militante dominante. Ce nouvel esprit articulerait radicalité et pragmatisme. La radicalité nous semble être liée au retour de la question sociale comme dimension importante des mouvements des années 1990, qui ne se limitent plus uniquement à une critique culturelle. On peut se demander si, au-delà de cela, cette radicalité ne trouve pas sa condition même de possibilité dans un retour des classes sociales<sup>147</sup> et donc de la conflictualité de classe.

L'émergence de ce renouveau de la contestation dans les années 1990 peut aussi s'analyser comme lié à la constitution d'un « espace des mouvements sociaux » disposant d'une autonomie relative. C'est en tout cas l'hypothèse du sociologue Lilian Mathieu, qui la nuance toutefois : « L'autonomie s'avère cependant difficile à préserver en raison de la porosité entre espace des mouvements sociaux et champs politique, laquelle est en partie due à la multipositionnalité de militants et responsables altermondialistes, membres de partis de gauche ou d'extrême gauche »<sup>148</sup>.

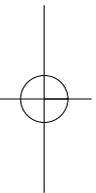
Selon nous, cette émergence renoue, en partie, avec un esprit de la contestation qui existait en France avant la Première Guerre mondiale et qui était, en particulier, celui du syndicalisme d'action directe. Il nous semble de plus que cette forme de syndicalisme, en remettant l'action et la pratique militante « à la base », n'est pas sans lien avec la conception théorique défendue par le pragmatisme.

Cette émergence s'effectue à plusieurs niveaux : d'abord par le biais de rapports renouvelés entre



savants et militants, non plus marqués par la notion de « rupture épistémologique » entre science et sens commun, mais par un continuisme entre activités savantes et activités militantes. Ensuite, elle nous semble aussi marquée par le renouveau d'une théorisation savante pragmatiste et d'une théorisation militante qui revendique, elle aussi, une certaine forme de pragmatisme. Enfin, elle se caractérise par le retour explicitement revendiqué par des syndicats (comme la Confédération paysanne, les SUD, la CNT) et des organisations politiques de la mouvance libertaire, telles qu'Alternative Libertaire ou la CGA (Coordination des groupes anarchistes), à des thématiques héritées du syndicalisme révolutionnaire comme l'action directe, l'autonomie des mouvements sociaux, etc. Ces thématiques, par le biais des réseaux militants, irradiant l'ensemble du mouvement contestataire associatif (AC !-Agir ensemble contre le chômage, Droit au Logement, les faucheurs volontaires...).

On peut remarquer la revendication de pragmatisme, par exemple, dans *L'Appel de Raspail*, lancé à l'École des hautes études en sciences sociales par des individus liés à la mouvance dite « autonome » durant le mouvement anti-CPE (Contrat première embauche) : « Nous sommes donc à la fois fantastiquement utopistes et radicalement pragmatiques, bien plus pragmatiques au fond que tous les gestionnaires "crédibles" du capitalisme et des mouvements sociaux (quand Unef rime avec Medef...) »<sup>149</sup>. Cette citation est intéressante dans la mesure où elle indique le renversement qui s'est opéré autour de la revendication de pragmatisme dans la mouvance des gauches radicales. Être pragmatique n'est pas incompatible avec le fait d'être radical. Le pragmatisme, habituellement revendiqué par les tenants de l'efficacité économique, est revendiqué cette fois par des jeunes gens qui refusent l'orientation économique dominante.

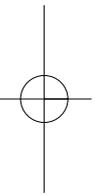


C'est ce même appel au pragmatisme que nous retrouvons dans l'entretien qu'a effectué, le 17 novembre 2006, le sociologue Michel Vakaloulis avec un militant du réseau Génération Précaire. Durant cet entretien, ce jeune militant utilise plusieurs fois l'expression « être pragmatique » et M. Vakaloulis lui demande ce qu'il veut dire :

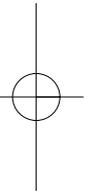
« Être pragmatique n'empêche pas d'être exigeant. Nous, en octobre, on disait qu'on voulait une loi avant le printemps. Évidemment, quand on est arrivé en disant cela à la CFDT ou à FO, ils nous ont répondu : "moi aussi j'ai eu 25 ans" ! Or on a eu la loi : dès janvier, Dominique de Villepin a annoncé la loi sur l'égalité des chances qui comportait le CPE et trois dispositions sur les stages que l'on avait gagnées. Certes, ces dispositions sont cosmétiques. D'une part, si la convention de stage est désormais rendue obligatoire, elle l'était déjà dans les faits. D'autre part, si la rémunération des stages d'une durée de plus de trois mois est obligatoire, il n'y a pas de minimum. Il n'empêche qu'on a obtenu une loi en trois mois »<sup>150</sup>.

Être pragmatique apparaît donc comme le fait d'être capable de revendiquer une amélioration immédiate et concrète de la situation dans laquelle on se trouve. M. Vakaloulis commente de la manière suivante ce point : « Malgré leur pragmatisme, je dirais grâce à leur pragmatisme, les jeunes militants, sans les idéaliser, sans tomber dans le jeunisme, sont porteurs d'une démarche d'expérimentation syndicale qui peut renouer avec un syndicalisme de conquêtes »<sup>151</sup>. Les jeunes militants interrogés allient dans leur action à la fois une attention aux revendications concrètes et une démarche expérimentale dans leur tentative d'y parvenir.

En réalité, il faudrait selon nous distinguer deux versions de cet esprit pragmatiste. Une version de ce nouvel esprit contestataire serait bien mieux qualifiée de



« nietzschéenne » que de « pragmatiste » à proprement parler. On connaît certes les proximités de la pensée de Nietzsche et du pragmatisme<sup>152</sup>. Néanmoins la grammaire nietzschéenne se caractérise par une recherche moindre « d'équilibration des contraires » (selon l'expression de Proudhon). Alors que la grammaire pragmatiste dans les formes d'organisation recherche l'équilibre de l'autonomie et de la coordination, la grammaire nietzschéenne recherche avant tout la préservation de l'autonomie individuelle.



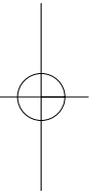
# Le cas du syndicalisme SUD

Parmi les organisations qui nous semblent plus spécifiquement exprimer cet esprit pragmatique de la contestation se trouvent les syndicats SUD (Solidaires unitaires démocratiques), le premier SUD, la fédération SUD-PTT, étant né en 1988. L'importance de cet esprit pragmatique est soulevée tant par les acteurs que par des travaux scientifiques.

Lors d'une enquête de terrain que nous avons menée parmi des militants libertaires actifs dans des SUD, nous avons pu constater que certains acteurs eux-mêmes mettaient en avant le caractère pragmatique de leur syndicalisme. C'est le cas, par exemple de S., ancien militant à SUD-Étudiant :

« Donc il y a pas un modèle prédéfini à calquer. Faut être pragmatique ! D'ailleurs, ça c'est aussi la formation syndicale SUD : offensifs et pragmatiques. Pragmatiques, ça veut pas dire faire comme la CFDT, aller signer des accords machins. Quoiqu'on doit être capable d'aller faire la négociation des accords et de ne pas les signer à la fin même si on a réussi à les tirer vers le haut. Pragmatique, ça veut dire aussi pas emmener les gens au casse-pipe ».

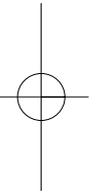
Le même caractère pragmatique constitue aussi pour Philippe Corcuff, en tant que militant, une caractéristique du syndicalisme de SUD-Éducation. Dans un texte interne à cette organisation de 1996<sup>153</sup>, il défend l'utilisation du terme « pragmatique » par SUD-Éducation, ce texte d'autoprésentation ayant été adopté par son syndicat



local. Mais le pragmatisme de SUD-Éducation se conjugue avec le fait d'être radical : il s'agit de remettre en cause la société capitaliste, de porter un projet de société alternatif, tout en faisant aboutir des revendications immédiates sans attendre « le Grand Soir ».

Du côté des études scientifiques, Ivan Sainsaulieu, dans *La Contestation pragmatique*<sup>154</sup>, un ouvrage consacré au syndicat SUD-PTT, puis nous-même dans notre thèse, *Un Nouvel Esprit contestataire*<sup>155</sup>, établie à partir d'une étude consacrée à SUD-Culture Solidaires, avons souligné le caractère pragmatique du syndicalisme SUD.

Ce pragmatisme de la contestation, I. Sainsaulieu le repère dans l'absence de projet de société alternatif explicité à SUD-PTT. Ce point est aussi relevé par Hélène Pernot, qui fait remarquer que lors de son deuxième congrès, la fédération SUD-PTT avoue ses difficultés à donner un contenu à ses orientations. Le syndicalisme SUD « se limite à des objectifs à court terme étroitement délimités »<sup>156</sup>. I. Sainsaulieu note alors que ce qu'il appelle la contestation pragmatique se situe dans le contexte d'une remise en cause du paradigme « marxiste-léniniste ». Le pragmatisme semblerait alors caractériser les périodes de réaction sociale. Il voit ainsi à l'œuvre, entre 1880 et 1890, une période comparable à celle qui voit l'éclosion des syndicats SUD. Il s'agirait d'une période marquée par un très bas niveau de conflictualité sociale, de politisation et de militantisme. Pour qualifier la philosophie implicite du militantisme de cette époque, I. Sainsaulieu cite la phrase suivante de William James : « La perception est critère de vérité dans la mesure "où elle donne un rendement et [où] dans la vie pratique nous ne songeons jamais à la remettre en question" »<sup>157</sup>. Il s'agirait donc d'agir dans la limite des circonstances données sans référence à une perspective de transformation plus large. La résurgence du pragmatisme contestataire trouve selon I. Sainsaulieu

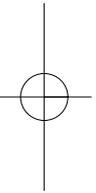


son origine dans quatre sources : le pragmatisme anglo-saxon, l'idéologie marxiste (post-68), l'expérience syndicale et associative, les NMS<sup>158</sup> des couches moyennes. Le pragmatisme contestataire de SUD-PTT se différencierait du pragmatisme libéral en ce qu'il ne s'agirait pas d'un pragmatisme cynique et vide de sens, mais d'une action qui ne cherche pas nécessairement à se situer dans le cadre d'une interprétation du monde et d'une perspective cohérente. Selon I. Sainsaulieu, la contestation pragmatique de SUD-PTT « consiste à vouloir combler le fossé entre réforme et révolution »<sup>159</sup>.

Dans l'étude que nous avons menée à SUD-Culture Solidaires, nous avons pu constater un esprit pragmatique analogue dans les propos de la militante qui est à l'heure actuelle secrétaire générale de cette organisation. Elle s'exprime ainsi à propos des luttes importantes à mener :

« Toutes, je n'ai pas de... Là dessus, je n'ai pas d'idées préconçues. Personnellement, j'ai une espèce d'utopie sociale, mais l'intérêt des utopies, ce n'est pas de les atteindre, mais d'aller vers. Après, par tous les moyens qui passent. Moi j'aurais un côté assez pragmatique. Tu ne peux pas dire on va se battre sur ça, ou on va se battre sur ça. Il y a un moment donné où c'est le bon moment. Pour moi toutes les luttes, elles vont vers un même but. C'est de faire que les équilibres au sein de la société soient changés, c'est de faire qu'il y ait moins d'inégalité entre les gens. Après, c'est que les luttes, tu les décides pas ».

Dans cet exemple, le pragmatisme militant signifie être capable d'utiliser tous les moyens, sans dogmatisme, pour faire aboutir une lutte. La même militante, dans un courriel, alors que nous lui demandons conseil, lors d'une action syndicale sur une proposition d'annualisation du temps de travail dans l'établissement où nous travaillons, nous répond ceci :

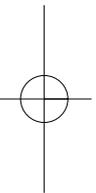


« Donc comme d'habitude : pragmatisme si les vacataires y gagnent, mais au final c'est leur opinion sur le sujet qui doit guider tes positions. S'ils sont partants pour l'annualisation, banco en négociant un maximum de garanties sur les délais de prévenance, notamment sur les changements de plannings ; s'ils ne sont pas d'accord, il faut se tourner sur un système d'avenants de contrats ponctuels pour certaines périodes ».

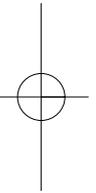
Être pragmatique, c'est ici adapter ses positions en fonction de la délibération du personnel. Le pragmatisme s'oppose à une position dans laquelle le syndicat joue le rôle d'une avant-garde dont seules les positions sont légitimes dans la mesure où cette structure serait seule à même de dépasser les intérêts particuliers et d'accéder à l'intérêt général. Être pragmatique, c'est alors agir en considérant que les intéressés sont les mieux à même de décider de ce qui leur convient.

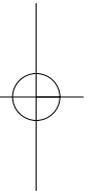
Nous avons modélisé le mode d'action des militants du syndicat SUD-Culture Solidaires à partir de la grammaire « syndicaliste d'action directe ». Nous reprenons le terme de « syndicalisme d'action directe » à l'historien Jacques Julliard<sup>160</sup> qui l'utilise pour désigner des formes de syndicalisme qui mettent en avant l'action directe, sans se donner nécessairement pour objectif la révolution. L'une des caractéristiques du syndicalisme d'action directe est son pragmatisme, par opposition à ce que nous avons appelé la grammaire « marxiste-léniniste », qui marque les pratiques et les discours des organisations inspirées par le « léninisme ». Le pragmatisme qualifierait donc à la fois la grammaire syndicaliste d'action directe du syndicalisme révolutionnaire et celle du syndicalisme SUD.

Philippe Corcuff et Lilian Mathieu, en se situant dans la lignée de Roberto Michels, soulignent dans un article certaines limites que connaissent les organisations



du renouveau contestataire comme les syndicats SUD. On remarque, disent-ils, des « [...] adhérents demandant à des “chefs” abondamment critiqués de continuer cependant à assumer leurs fonctions. Cette seconde dimension rend par exemple difficile dans les syndicats SUD l’application des règles de rotation des responsabilités et pousse à leur assouplissement »<sup>161</sup>. Ce constat ne doit pas nous amener à renoncer à toute tentative de démocratisation des organisations militantes, mais il montre que cette tâche repose sur l’expérimentation de dispositifs statutaires qui sont plus ou moins opérants et qui doivent être rectifiés et améliorés en fonction de l’expérience. Il ne s’agit pas, par exemple, de renoncer à la critique de la technocratie, mais de parvenir à trouver des dispositifs qui rendent d’avantage effectifs ces principes. À SUD-Culture Solidaires, nous avons pu constater que, plutôt que de pratiquer la rotation des tâches, les militants ont opté pour un principe de partage des tâches : aucun militant n’est déchargé à plus de 50 % de son temps de travail. La démocratisation des organisations militantes n’est pas un résultat donné une fois pour toutes, mais un processus jamais achevé.

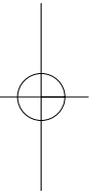




# La galaxie anarchiste

Il existe selon nous un lien particulier entre la grammaire du syndicalisme d'action directe et certains courants de la mouvance anarchiste. En effet, on trouve dans l'ensemble de ces courants une mise en avant de l'action directe contre la représentation politique. Mais plus spécifiquement, certains anarchistes prônent soit l'idée que le syndicat suffit à la transformation de la société sans qu'il soit nécessaire de lui adjoindre une organisation politique, soit l'existence d'une organisation politique anarchiste, qui a pour objectif particulier la diffusion de l'anarchisme, tout en considérant que, contrairement à ce qu'a soutenu Lénine, elle ne doit pas chercher à contrôler les organisations syndicales.

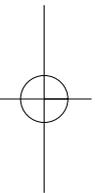
Cela traduit deux orientations principales : l'anarcho-syndicalisme et le communisme libertaire. L'anarcho-syndicalisme est principalement représenté en France par la CNT-F (Confédération nationale du travail française). Cette organisation a connu un développement après 1993 et pendant les grèves de 1995. La naissance de nouveaux syndicats SUD après les grèves de décembre 1995 a néanmoins contribué à enrayer son développement. Selon certaines estimations, la CNT compterait 1 200 adhérents<sup>162</sup>. Le développement de la CNT-F après 1993 est lié à la constitution d'une fédération étudiante, mais aussi au fait d'avoir accepté de se présenter dans certains cas aux élections professionnelles. C'est cette stratégie qui explique la scission qui, en 1993, a conduit à la constitution d'une part, de la CNT-F et d'autre part, de la CNT-AIT. De même, on peut se demander si ce n'est pas le fait pour les syndicats SUD de prôner un discours radical orienté vers l'action directe, mais aussi de se présenter aux élections professionnelles plus largement que



la CNT-F, qui explique en partie le plus grand développement des syndicats SUD. Le discours anarchiste de refus de la représentation ne pourrait-il pas alors constituer un obstacle au pragmatisme ? N'y aurait-il pas une opposition entre la radicalité anarchiste de la critique de la représentation et le pragmatisme électoral que nécessiterait l'amélioration immédiate des conditions de vie des salariés ?

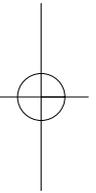
Nous allons voir que cette opposition doit être nuancée dans le cas des communistes libertaires. La principale organisation communiste libertaire en France est Alternative Libertaire. Elle compte officiellement 300 militants. Il existe d'autres organisations communistes libertaires de moindre envergure numérique comme la CGA (Coordination de groupes anarchistes) ou l'OCL (Organisation communiste libertaire). On trouve aussi des communistes libertaires à la FA (Fédération anarchiste), même si tous ses militants n'appartiennent pas à ce courant, puisqu'il existe aussi par exemple des « individualistes » dans cette organisation. Les militants d'Alternative Libertaire sont principalement investis dans des syndicats SUD, mais aussi à la CGT. Certains de ces militants ont fait partie des fondateurs de syndicats tels que SUD-PTT, SUD-Rail ou SUD-Culture.

Les militants communistes libertaires actifs dans d'autres syndicats que la CNT acceptent généralement de voter et de se présenter à des élections professionnelles et même de siéger dans les instances paritaires. N'y aurait-il pas ici une contradiction avec la critique de la représentation que font les anarchistes qui les conduit à ne pas présenter de candidats aux élections politiques, voire à appeler à l'abstention ? Ces militants communistes libertaires distinguent les élections politiques dans le cadre de la démocratie représentative et les élections professionnelles. Toutefois, cela ne signifie pas qu'ils pensent que dans le cas des élections professionnelles le système de la démocratie



représentative paritaire est plus démocratique que celui de la démocratie représentative politique. S'ils acceptent de se présenter aux élections, c'est pour des raisons pragmatiques. En effet, leur conception de l'action politique et syndicale est avant tout mouvementiste. Elle repose sur la pratique de la démocratie directe et de l'action directe. La démocratie directe telle que les anarchistes la conçoivent ne repose pas sur le refus de la délégation de pouvoir. Mais celle-ci doit selon eux être contrôlée par le biais de mandats impératifs ou semi-impératifs. Les délégués doivent être contrôlables et révocables à tout moment. Cette démocratie ne repose pas non plus sur l'autarcie, mais sur la fédération de structures locales (à l'échelle d'une entreprise ou d'un quartier) qui visent à constituer des ensemble géographiquement de plus en plus vastes allant jusqu'à des fédérations à l'échelle par exemple d'un continent. L'action directe, de son côté, repose, comme instrument de transformation politique, sur le refus de la représentation telle qu'elle est pratiquée dans la démocratie représentative politique. Elle peut consister dans des manifestations, des grèves, des occupations, des blocages... Afin de mettre en place ces modes d'action politique que sont l'action directe et la démocratie directe, les militants des organisations politiques anarchistes considèrent qu'ils n'ont pas besoin de passer par l'action parlementaire ou les institutions de la démocratie représentative locales. Ils considèrent même que ces institutions sont un obstacle à la réalisation de tels projets.

En revanche, la participation aux élections professionnelles suivrait une autre logique. Certes, il s'agit d'une représentation critiquable, mais au contraire de l'action politique, l'action syndicale ne peut se développer que très difficilement sans présentation aux élections professionnelles du fait des règles juridiques de la représentativité. Dans la fonction publique, par exemple, seule une organisa-



tion représentative peut déposer un préavis de grève. C'est comme si, pour pouvoir déposer le parcours d'une manifestation, il fallait être une organisation politique ayant des élus. De même, dans le privé, il est très difficile de maintenir une activité syndicale sans avoir le statut de travailleur protégé, par exemple en étant élu dans une instance paritaire. Dernier exemple : il n'est pas possible d'avoir accès à un certain nombre de documents internes à l'entreprise ou à l'administration si l'on n'est pas un élu du personnel.

Autant il est possible, comme le montre l'exemple du DAL (Droit au logement) de développer une action pragmatique d'aide aux mal logés sans avoir des élus, autant il est extrêmement difficile, comme le montrent les obstacles de plus en plus grands que rencontre la CNT, de développer une action syndicale d'amélioration des conditions immédiates par l'action directe si l'on n'appartient pas à une organisation syndicale dite « représentative ».

